

Les enjeux sociaux de la linguistique appliquée

Dans les deux volumes du *Bulletin* consacrés aux "enjeux sociaux de la linguistique appliquée" se trouvent publiés les Actes du colloque bisannuel de la VALS/ASLA, qui s'est tenu à Neuchâtel du 16 au 18 septembre 2004, dans les bâtiments de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université. Quel était l'objectif des organisateurs, exprimé dans ce titre? Quels étaient, en fait, les *enjeux* de ce colloque?

Les enjeux d'un colloque sur les enjeux

Le défi proposé par les organisateurs est bien exprimé par son titre. Traditionnellement, l'adjectif *appliquée* associé au substantif *linguistique* véhicule en effet une double revendication d'autonomie disciplinaire et d'utilité pratique. La "linguistique appliquée" – regroupant des approches diversifiées portant sur les pratiques didactiques (enseignement/apprentissage des langues), traductives (traduction d'un texte d'une langue à une autre, d'un registre à un autre), politiques (phénomènes de standardisation, de minorisation, etc.), sociolinguistiques (appartenances sociales manifestées par des comportements verbaux)... – tend en particulier à se distinguer de la linguistique *théorique* ou *générale*. A cet égard, et en considérant que la question de l'autonomie disciplinaire est aussi d'ordre social, il s'agissait de faire apparaître, à travers cette diversité des approches, comment la linguistique appliquée s'inscrit dans le champ social des sciences du langage. Mais, dans la conception du colloque, en plaçant l'accent sur les "enjeux sociaux" de la linguistique appliquée, c'est plus encore une réflexion, nécessaire, sur l'utilité pratique de nos travaux, sur la *valeur* sociale d'un travail de recherche, conduite par celles et ceux qui s'y engagent, qui était visée. Dans cette perspective, les linguistes sont donc aussi des acteurs sociaux, comme tout un chacun, mais dont les activités professionnelles, théoriques, ont des conséquences et des significations sociales qu'il est nécessaire, parfois, de placer au centre de la réflexion – d'autant plus qu'ils sont eux-mêmes partie prenante des phénomènes qu'ils étudient et, à ce titre, "intéressés" par les conséquences de leurs travaux.

L'objectif du colloque dont ces Actes sont le produit consistait par conséquent à interroger ce "regard linguistique" sur des questions sociales, plus ou moins controversées, impliquant divers aspects du langage. Il s'agissait en particulier de réfléchir à la manière dont une science telle que la linguistique – *appliquée* – peut *s'impliquer* dans les débats, sans perdre sa vocation scientifique, en les "informant" pour une meilleure connaissance des questions traitées.

Autrement dit, il s'agissait ainsi d'examiner s'il est possible, et comment, de fonder plus solidement, scientifiquement, l'action sociale (politique, juridique,

éducative...) lorsqu'elle concerne des questions de langue. L'important, pour chacune des contributions, était donc qu'une "question", sociale et linguistique, soit clairement définie, que des "réponses" élaborées d'un point de vue linguistique soient envisagées et que la pertinence et les modalités de l'implication de la linguistique fassent l'objet d'une réflexion.

Quelques "résultats"

Les résultats de la réflexion engagée à l'occasion de ce colloque sont très inégaux et variés, mais un premier fait est incontestable, à savoir l'intérêt que la question même soulève: le nombre de participants au colloque témoigne en effet d'un besoin ressenti par les chercheuses et les chercheurs de prendre de plus en plus conscience des enjeux pratiques de leur travail.

Parmi les différentes réponses que l'on repère, plus ou moins développées, dans les contributions aux deux volumes, certaines méritent d'être soulignées. C'est d'abord l'idée qu'il serait inconcevable d'arriver aux applications d'une science sans un important travail de recherche au préalable. S'il est vrai, par exemple, que l'on peut considérer la médecine comme une science pratique, personne ne se confierait aux soins de quelqu'un qui aurait tout simplement "de la pratique" et de la bonne volonté... La recherche dans un domaine très spécifique de la médecine peut souvent paraître abstraite et inutile, mais il est évident que la pratique thérapeutique ne pourrait avancer sans être appuyée par cet énorme travail de recherche. Le temps dédié à la recherche, ainsi, n'est pas un temps soustrait à la pratique, bien au contraire, c'est justement la volonté d'arriver au plus tôt à des pratiques efficaces qui pousse le chercheur à ne pas "faire des essais" à la légère, mais à consacrer tout le temps nécessaire à vérifier les hypothèses qui sont à la base de son action. Or, il en va finalement de même dans les domaines concernés par la linguistique. Là aussi, la responsabilité des chercheuses et chercheurs est engagée et les enjeux sont bien réels: l'on a souvent affaire en effet à des situations d'inégalité et de discrimination sur une base linguistique, ou bien de lutte pour le pouvoir à travers la politique des langues, ou de pratiques d'interprétation et de traduction de textes qui peuvent avoir des conséquences fort différentes pour les citoyens.

Et enfin, plus simplement, la plupart d'entre nous ont régulièrement affaire à des étudiant-e-s, auxquels nous n'avons pas que des techniques à enseigner, mais surtout une attitude, rigoureuse quant à la méthodologie, ouverte à la découverte... et socialement responsable!

Liée à cette première préoccupation en émerge immédiatement une autre au travers de certains articles et des discussions qui ont eu lieu au cours du colloque: celle de ne pas confondre la logique de la recherche avec la logique des financements de la recherche. S'il est vrai que la "logique des résultats" qui sous-tend l'aide financière aux projets de recherches pousse à

entreprendre des projets qui *peuvent* conduire à des résultats applicables, en évitant l'abstraction pour l'abstraction, il importe de refuser que ce critère d'utilité immédiate soit le seul guide dans la formulation d'hypothèses. La découverte scientifique n'est pas sujette à une programmation stricte. Les scientifiques ont aussi le devoir de rester à l'écoute, dans les moments de réflexion théorique aussi bien que dans les moments de l'application, pour saisir et attraper le nouveau et l'inattendu qui se présentent parmi leurs données.

La troisième idée qui nous semble devoir être mise en évidence, c'est le constat, fortement affirmé chez certain-e-s, du caractère nécessairement engagé de toute science, même lorsqu'elle se veut essentiellement théorique. En conséquence, il serait absurde de refuser de "se salir les mains". Mais il importe en revanche d'explicitier ses choix, ses orientations: l'engagement est inévitable et l'idéologie se trouve parfois là où on l'attendrait le moins...

D'autres orientations, d'autres idées pourraient encore être mises en avant. Mais les questions ouvertes restent nombreuses et l'équipe éditoriale n'a pas la prétention de donner elle-même les réponses. Les lectrices et lecteurs en trouveront plusieurs, amorcées ou plus développées, dans les articles qui constituent les deux volumes de ces *Actes*.

L'organisation des Actes

Nous avons choisi, pour structurer les deux volumes, le critère des domaines d'application. Plusieurs domaines thématiques ont en effet été abordés. Sans prétendre à l'exhaustivité, et en restant conscient du caractère quelque peu aléatoire de tout classement de ce genre¹, voici les quatre grandes orientations thématiques qui nous ont semblé ressortir le plus clairement et que nous avons par conséquent utilisées pour la structuration de nos deux volumes:

I. La "gestion" du plurilinguisme, de la diversité et des différences linguistiques (et sociales), que ce soit au niveau mondial, européen, national ou local, autrement dit la manière dont se décident, dans un contexte donné, les langues utilisées, enseignées, etc., et la valeur sociale qu'elles vont pouvoir posséder (*cf.* textes de Ehlich; Calvet; Simeu; Di Meglio, Comiti & Cortier).

¹ Il s'agit en effet là d'une organisation possible. D'autres orientations auraient pu être mises en évidence, qui transparaissent également dans certaines des contributions: l'égalité juridico-linguistique des citoyen-ne-s, l'analyse critique du discours (*cf.* "critical discourse analysis"), l'exclusion linguistique, etc. Mais notre manière d'organiser la matière nous a semblé permettre d'inclure quelques-unes des principales questions sociales dans lesquelles la linguistique appliquée est aujourd'hui engagée.

Ce vaste thème du plurilinguisme (autrement dit aussi de la *diversité* et de la *différence*) en englobe encore bien d'autres, plus spécifiques:

- **Le statut et la protection des langues:** Peut-on parler de "sauvetage de langue" réussi ou raté? Est-on à même de définir des conditions favorables pour le maintien de la vitalité linguistique des "petites langues"? Est-on à même de proposer des actions efficaces? Si oui, lesquelles? Sinon, pourquoi? (cf. textes de Lagarde; Burban; ainsi que le symposium Heller & Duchêne²).
- **Les situations de minorisation et l'identité "linguistique"** (cf. textes de Calvet, Lamoureux), dans la mesure où de telles situations amènent inévitablement les acteurs concernés à faire des choix identitaires, plus ou moins conscients, plus ou moins explicites, plus ou moins rationnels.
- **Les choix de politique linguistique et éducative**, en lien avec l'accent mis aujourd'hui sur l'enseignement / apprentissage des langues secondes ou étrangères, dans l'ensemble des pays européens et les interrogations que cela suscite (quand commencer? combien et quelles langues enseigner? comment concilier ces nouveaux apprentissages avec l'enseignement de la langue locale et les langues des élèves issus de la migration? quelle intégration des divers enseignements de langues différentes...?). Il s'agit aussi de nous interroger ici dans quelle mesure les résultats de nos recherches peuvent / doivent être invoqués à l'appui des décisions à prendre, dans quelle mesure nous devons promouvoir certaines options ou nous "contenter" d'observer ce qui se passe selon les décisions prises par ailleurs. (cf. textes de Noyau, Bouchard & Cortier, Stratilaki, Dinvaut, Stotz et Bleichenbacher)

L'ensemble de ce qui précède est réuni dans le premier volume des Actes.

II. Un second regroupement thématique peut être défini autour de l'idée de **gestion d'une langue particulière**, dans ses différents aspects et en tant que ceux-ci sont intrinsèquement liés à des processus sociaux:

- **La "féminisation de la langue"**, et la question du rôle des linguistes: par exemple, doivent-ils intervenir dans les débats ou ne représentent-ils qu'un point de vue d'usagers et de producteurs de discours sur la langue parmi d'autres?... (cf. texte de Klinkenberg)
- **L'orthographe et ses réformes.** Là encore, il s'agissait d'interroger le rôle des linguistes, voire le droit des instances officielles à intervenir en ce domaine: comment change une orthographe? Les pratiques réelles influencent-elles les décisions normatives des groupes d'experts? Les

² Symposium organisé dans le cadre du colloque et édité par A. Duchêne et M. Heller. Cf. Duchêne, A. et Heller, M. (sous presse). *Discourses of Endangerment. Interest and Ideology in the Defense of Languages*. Continuum International Publishing Press: London, New York.

décisions normatives prises par un groupe d'experts influencent-elles les pratiques des usagers?... (cf. textes de Johnson et Djordjevic)

- **Les "emprunts" entre langues**, et l'influence massive de la langue anglaise, envisagés respectivement dans les perspectives – bien distinctes – des linguistes et des locuteurs tout venant (texte de Spitzmüller).

III. Un troisième ensemble – Le transfert des savoirs, la vulgarisation des connaissances, la "compréhensibilité" des textes officiels – porte sur les diverses formes que prend la communication entre l'Etat et les citoyens, entre les médias et leurs usagers, et sur les réflexions conduites dans les milieux concernés à propos de la gestion de diverses modalités communicatives (vulgarisation, accessibilité des textes, etc.) et du rôle des linguistes à cet égard: en tant que discipline des sciences de la communication, quel peut être l'apport de la linguistique en ces domaines? Quelles sont les théories qui aident à penser le "rendre compréhensible"? Quelle aide concrète a-t-on pu développer... ? (cf. Symposium de la Chancellerie fédérale; textes de Antos, Vogel, Lecomte Andrade).

IV. Enfin, un dernier regroupement porte sur les discours socio-politiques "sensibles", la dénomination des personnes et des choses, la construction sociale et langagière des objets de discours. Quels peuvent être les apports de la linguistique appliquée à une meilleure compréhension, voire parfois à une démythification, des débats publics portant sur des sujets socialement sensibles (discours antisémites, critiques de l'islam...)? A une réflexion sur la dénomination "correcte" des personnes et des choses? Sur la construction sociale et langagière des objets de discours? Plus globalement, il s'agissait aussi de s'interroger comment conduire un travail scientifique rigoureux de production et de veille terminologique, en particulier dans ces domaines socialement et/ou politiquement marqués? (cf. textes de Roth, Ishikawa, Burger, Novakowa, De Stefani)³.

Ces trois derniers ensembles constituent le second volume des Actes.

Excepté pour le dernier ensemble du second volume, chaque section est ouverte par une ou deux conférences plénières, qui ont pour fonction d'introduire dans le domaine correspondant en traçant le cadre de la problématique.

³ A noter qu'une autre problématique encore, *les compétences en contexte*, liée elle aux usages sociaux qui sont faits d'une notion à la base essentiellement technique, linguistique, et aux éléments qui caractérisent ce processus de socialisation d'une notion, a également fait l'objet d'un symposium spécifique et sera au centre du prochain numéro de la revue.

Les contributions du volume II

Les contributions réunies dans ce deuxième volume sont organisées en trois sections. Dans la première, les différentes contributions abordent sous différents angles les enjeux sociaux et linguistiques des tentatives de gestion de la langue, qu'il s'agisse de féminisation des termes, d'orthographe ou encore de terminologie, en particulier lorsque celle-ci fait appel à l'anglais. Dans la deuxième section du volume sont réunies les contributions qui ont affaire au transfert des savoirs, dans des contextes particulièrement sensibles, liés en particulier à l'Etat ou aux médias. Diverses questions relevant de la vulgarisation et de l'accessibilité des textes y sont abordées. Enfin, une troisième section inclut des contributions qui traitent différentes formes de discours sociaux, produits dans des contextes (changement social, relations entre l'état et les citoyens) ou portant sur des contenus sensibles (antisémitisme, islam), ainsi que la construction sociale et langagière des objets de discours dans le domaine du marketing ou dans l'interaction.

Gérer la langue: la "féminisation", l'orthographe, les emprunts

La première section s'ouvre par les contributions de deux autres des conférenciers invités: *Faire régner l'ordre linguistique?* par Jean-Marie Klinkenberg, et *Orthographe, légitimation et construction de publics: débats idéologiques et linguistiques autour de la récente réforme de l'orthographe allemande* par Sally Johnson⁴.

Jean-Marie Klinkenberg (Liège) s'intéresse aux arguments "savants" présentés contre la féminisation du langage en examinant quelques-uns des arguments scientifiques invoqués (risque de babélisation, prérogative française, poids de l'usage, univocité du sens, neutralité du masculin...) pour les rapprocher de l'"imaginaire linguistique" exprimé dans les représentations sociales, puisque tous deux procèdent par simplification, réduction, stéréotypisation, élimination du sujet. Cependant, du fait que les représentations – stéréotypées – sont construites dans les interactions sociales et n'ont souvent que peu de liens avec la réalité objective, Klinkenberg constate qu'il n'est pas possible de les réfuter en s'appuyant simplement sur les faits, sur la réalité. Il est nécessaire, au contraire, d'user des mêmes moyens: développer des stratégies publicitaires, convaincre les décideurs et les personnes influentes.

Dans sa contribution, **Sally Johnson** (Leeds) prend le débat autour de la réforme de l'orthographe allemande comme point de départ d'une analyse de

⁴ Il s'agit en fait là de la traduction d'un texte initialement rédigé en anglais: "Sonst kann jeder schreiben, wie er will..."? Orthography, legitimation, and the construction of publics", qui a paru dans Johnson, S. & Stenscke, O. (2005): "German Orthography after 2005", special issue of *German Life and Letters*.

la crise de légitimité (d'après Habermas) qu'engendre une situation dans laquelle un pouvoir étatique interfère dans la vie privée des usagers et usagers de la langue. Une telle intrusion est d'autant plus délicate que le grand public, contrairement aux écoles et à l'administration, n'est pas obligé de s'en tenir à l'orthographe réformée, qui tend pourtant à être considérée comme orthographe modèle. Johnson présente ainsi une analyse fine des argumentations déployées par tous les intervenants dans le débat afin d'expliquer la dynamique entre la liberté des usages individuels et une intervention visant à modifier ces usages en vue d'une certaine homogénéisation.

Prolongeant ces réflexions sur l'orthographe et ses réformes, **Ksenija Djordjevic** (Montpellier) étudie les pratiques et les représentations de l'orthographe chez des étudiant-e-s de sciences du langage. Il s'avère que les étudiant-e-s accordent beaucoup d'importance à l'orthographe traditionnelle (en rejetant la réforme de celle-ci), tout en ayant une connaissance parfois limitée et une pratique lacunaire des règles traditionnelles du français écrit.

Jürgen Spitzmüller (Zurich) exploite dans sa contribution un vaste corpus de documents, recueillis dans des médias, concernant l'influence de l'anglais sur l'allemand. Il constate que les linguistes et le grand public parlent chacun de leur côté, sans qu'il n'y ait de véritable échange. En effet, tandis que le regard du grand public sur la langues est toujours en même temps un discours sur des questions et conflits sociaux (autour des valeurs, de l'identité, du monde vécu [Lebenswelten]), la linguistique de son côté s'intéresse à la langue en se déchargeant de toute action et en s'isolant des pratiques sociales. La linguistique est ainsi interpellée par l'auteur, invitée à témoigner davantage de compréhension pour le discours du grand public et reprendre certaines de ses interrogations à son compte.

Le transfert des savoirs, la vulgarisation des connaissances, la "compréhensibilité" des textes officiels

La deuxième section du volume s'ouvre par un article du dernier conférencier invité, **Gerd Antos** (Halle-Wittenberg), *Wissenskommunikation: ein neues Arbeitsfeld der angewandten Linguistik*. Ce dernier s'attaque aux questions sociales toujours plus cruciales de la compréhension et de la compréhensibilité et aux diverses "barrières" qui les rendent problématiques: les barrières entre experts et grand public, entre les représentants de domaines disciplinaires différents, entre théoriciens et usagers, entre l'Etat et les citoyen-ne-s, entre le personnel médical et les patient-e-s, etc. Dans sa contribution, l'auteur met ainsi en évidence la nécessité d'une recherche interdisciplinaire *appliquée* et en appelle aux nombreux domaines de la linguistique (didactique, recherche sur les langues de spécialité, traduction, recherche appliquée sur l'écriture et sur la conversation, etc.) qui devraient

contribuer de manière substantielle à une véritable "science du transfert" – transdisciplinaire, socialement pertinente – à venir.

Matthias Vogel (Halle-Wittenberg) explore les particularités linguistiques, rhétoriques et stylistiques de textes visant une vulgarisation de contenus scientifiques. Par ce biais, il cherche à dégager les éléments nécessaires pour établir un mode d'emploi pratique pour la rédaction de tels textes de vulgarisation.

Gladys Lecomte Andrade (Genève) se penche sur un problème spécifique de vulgarisation: un programme de formation destiné aux femmes immigrées, dans le domaine de la santé. Elle souligne en particulier l'utilité des métaphores pour surmonter les problèmes de compréhension des phénomènes physiologiques liés à la maternité.

Le **workshop "Staat-Bürger-Kommunikation: linguistische Beiträge zu ihrer Optimierung"**, organisé par Markus Nussbaumer (Chancellerie fédérale, Berne), a permis d'aborder quatre domaines d'application du langage en lien avec l'administration de l'état: (1) Les lettres adressées par l'administration aux citoyen-ne-s (Quelles sont les causes des fréquents problèmes de communication qu'on observe? Quel fil rouge proposer aux autorités pour les guider dans la rédaction de ces textes?); (2) Les "Explications du Conseil fédéral" pour les documents qui doivent être soumis au vote populaire (Comment rendre plus compréhensibles des documents souvent très complexes du point de vue politique et juridique? Comment séparer l'information de l'argumentation? Comment s'établit la crédibilité d'un discours politique?); (3) La dénomination des unités administratives au sein de l'administration publique (Comment les nommer de manière à ce que leur nom soit en même temps informatif, moderne, facilement transformable en sigle et reconnaissable dans les différentes langues du pays?); (4) Les textes du site www.ch.ch (Quelles sont les exigences spécifiques pour un texte informatif et/ou instructif sur Internet? Quel rôle joue la langue dans la perspective des possibilités de la communication publique sur internet, qui implique des moyens technologiques spécifiques?).

Les collaborateurs et les collaboratrices de la Chancellerie fédérale illustrent ces quatre domaines, à l'aide de nombreux exemples issus de leur travail; ils posent des questions et esquissent leurs premières réflexions. Ce faisant, ils invitent la linguistique appliquée à prendre position par rapport au soutien théorique et pratique qu'elle peut offrir. Ils l'invitent aussi à envisager les convergences et coopérations possibles entre les pratiques langagières de l'administration et la recherche en linguistique appliquée.

Les discours socio-politiques "sensibles", la dénomination des personnes et des choses, la construction sociale et langagière des objets de discours

A partir de l'analyse d'un corpus de messages adressés par les autorités aux citoyens japonais, **Fumiya Ishikawa** (Yokohama) met en évidence certains aspects communicatifs de tels messages relevant du champ du discours civique-politique, mais souligne aussi les mécanismes d'exclusion qu'ils incluent...

L'article d'**Iva Novakova** (Grenoble) prolonge cette réflexion autour du discours politique en inscrivant quant à elle son travail dans le contexte bulgare d'après 1989. A travers des échantillons de la presse nationale, elle étudie l'évolution de la langue bulgare, en distinguant entre la "langue de bois", d'avant 1989, et la "langue des médias" qui fait aujourd'hui office de norme.

Marcel Burger (Lausanne et Neuchâtel) présente quelques aspects de la perception et de la représentation de l'Islam dans la presse francophone suisse et s'intéresse en particulier aux stratégies déployées par les médias pour représenter une religion qui se voit chargée de si nombreuses connotations tant positives que négatives.

De son côté, **Kersten Sven Roth** (Greifswald) se demande pourquoi, lors d'un débat sur un discours présumé antisémite, l'on n'a pas consulté la linguistique pour qu'elle donne son expertise et son opinion... La linguistique ne serait-elle pas, en effet, la discipline la mieux placée pour montrer comment un texte s'inscrit dans un discours antisémite plus large? De ce fait, il plaide en faveur d'une "linguistique coopérative et critique" qui s'implique davantage afin d'être mieux écoutée.

Sara Cigada (Milan) présente de son côté les applications de la méthodologie du différentiel sémantique dans le domaine du marketing, en s'intéressant en particulier au développement diachronique de cette approche et à ses implications théoriques, notamment en ce qui concerne la construction des objets de discours et la notion controversée de connotation.

Elwys De Stefani (Bâle) analyse une interaction entre deux clients qui réalisent en commun une prise de décision d'achat. A partir de l'enregistrement de cette interaction, il argumente pour une vision complémentaire – basée sur la construction sociale et interactive de l'objet – pour expliquer le processus de *decision making* autrement décrit par les théories du marketing.

Quel bilan?

Du point de vue scientifique, le colloque a permis d'illustrer et de mieux comprendre de nombreux aspects des liens entre langue(s) et société(s), tels

que ceux-ci peuvent être envisagés dans la perspective de notre discipline, la linguistique appliquée, et donc dans la perspective d'une action sociale aussi efficace que possible. Le colloque a tout particulièrement mis en évidence les enjeux actuels du plurilinguisme – que ce soit en vue de la construction d'une société plurilingue et pluriculturelle, pour tenter d'asseoir plus solidement le choix des langues enseignées à l'école ou encore pour envisager des modalités d'intervention relatives aux langues menacées – mais aussi un éventail d'autres questions liées à des thématiques aussi diverses que l'accessibilité des textes destinés aux citoyens, la dimension "idéologique" des théories linguistiques, la gestion "démocratique" des pratiques orthographiques, entre autre dans le contexte des nouveaux médias, etc. Nous estimons ainsi que ce colloque a atteint les objectifs que les organisateurs lui avaient assignés et qu'il a permis de relever le défi d'une meilleure compréhension de la place et de la fonction de notre discipline d'une part dans le champ des sciences du langage, d'autre part, et surtout, dans la société actuelle.

Ainsi, ce colloque, qui a réuni une centaine de participant-e-s provenant de onze pays européens, mais aussi nord-américains, asiatiques et africains, représentant des universités, des Hautes Ecoles et d'autres institutions (y compris l'Administration fédérale suisse), a donné aux participant-e-s une occasion précieuse de réfléchir à une série de thèmes et de problèmes dont l'importance est largement perçue. La publication de ces deux volumes des Actes nous offre à présent la possibilité de partager les résultats de ce travail et de continuer à répondre au défi des enjeux sociaux de la linguistique appliquée.

Les éditeurs souhaitent remercier de leur appui toutes les personnes qui ont contribué à la réussite du colloque (comité d'organisation, comité scientifique, comité de lecture, collaboratrices et collaborateurs de l'IRDP et du CLA), ainsi que les diverses institutions qui ont apporté leur soutien, d'une manière ou d'une autre, à cette manifestation: l'Institut de linguistique et le Centre de linguistique appliquée de l'Université de Neuchâtel (CLA), l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP), l'Association suisse des sciences humaines (ASSH), le Fonds national de la recherche scientifique, (FNRS), le Département de l'Instruction publique et des affaires culturelle (DIPAC) du canton de Neuchâtel et la Délégation à la langue française (DLF).

Sara Cigada
UCSC, Milan

Jean-François De Pietro
IRDP, Neuchâtel

Daniel Elmiger
IRDP et Université de Neuchâtel

Markus Nussbaumer
Chancellerie de la Confédération, Berne